



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°82 – Semaine du 7 octobre 2024

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

La dette brute consolidée des Etats de la zone nordique en % du PIB en 2023 était de :

44,2%

En comparaison, pour l'ensemble des Etats membres de l'UE, la dette brute consolidée s'élève à 81,7% du PIB

Cette dette comprend celle des administrations centrales, locales et celle de la sécurité sociale.

Source: [Nordic Statistics database](#)

Pays nordiques

Les ministres de l'énergie et de l'industrie des pays nordiques réunis à Stockholm dans le cadre de la présidence suédoise du Conseil nordique. Les priorités de la Suède sont la transition écologique des entreprises, la contribution à une croissance durable et à une compétitivité accrue de la région et la poursuite du développement de *Nord Pool*, le premier marché européen de l'électricité. Les ministres devraient adopter le nouveau programme de coopération nordique sur l'énergie pour 2025-2030.

Le nucléaire dans le débat public dans la zone nordique. Alors que la demande d'électricité dans la région nordique devrait augmenter de 60% entre 2020 et 2040, le nucléaire revient dans le débat public. En Norvège, une commission annoncée en juin doit présenter d'ici avril 2026 ses conclusions sur l'intégration de

l'énergie nucléaire dans son mix énergétique. Le Premier Ministre suédois, Ulf Kristersson, a appelé à une solution nordique sur la question du nucléaire lors de la journée de l'industrie suédoise et a souligné les échanges menés avec la Finlande sur ce sujet. La Suède, membre de l'Alliance européenne du nucléaire aux côtés de la Finlande et de la France, prévoit une extension de sa capacité de production nucléaire de 2,5 GW – soit l'équivalent de deux réacteurs - d'ici 2035.

Vipps Mobilepay veut concurrencer Swish en Suède. Le fournisseur de services de paiements dématérialisés, qui compte 12 millions d'utilisateurs au Danemark, en Norvège et en Finlande, a annoncé son lancement en Suède cette semaine. Toutefois, les banques suédoises Swedbank et Handelsbanken ne sont pas affiliées au service.

Danemark

La Banque centrale a révisé ses prévisions de croissance, soulignant la bonne santé de l'économie danoise: + 2,1% en 2024 et +2,3% en 2025.

Bien que les prévisions pour 2024 aient été légèrement ajustées à la baisse par rapport aux estimations de mars dernier (+2,4 %), celles pour 2025 ont été revues à la hausse. Les projections d'inflation ont également été ajustées à la baisse, anticipant un taux de +1,3% en 2024 (contre +2,2 % précédemment) et +2,1 % en 2025 (contre +2,6 %). Le gouverneur de la Banque centrale, Christian Kettel Thomsen, a souligné que la croissance de l'économie sera soutenue par l'augmentation des salaires réels. L'emploi a atteint un niveau record et la banque centrale s'attend à une poursuite de cette tendance en 2025 et 2026. Toutefois, M. Thomsen a exprimé certaines préoccupations, en pointant notamment le risque que la hausse des salaires entraîne une inflation accrue compte tenu des pressions sur le marché de l'emploi. Se référant au PLF 2025 présenté par le gouvernement, il a mis en garde contre un assouplissement de la politique budgétaire prématuré qui pourrait alimenter les pressions inflationnistes.

La plus grande entreprise de défense du Danemark, Terma, a signé un accord de coopération avec le géant américain Northrop Grumman.

Cette collaboration vise à développer des efforts conjoints dans les technologies avancées dans divers domaines, notamment le programme F-35 Lightning II, les systèmes aériens sans pilote, la défense antimissile et la guerre électronique. Terma est, depuis de nombreuses années, un sous-traitant pour Northrop Grumman, y compris de composants pour les avions de combat F-35. Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie de Terma présentée en 2022, visant à positionner l'entreprise comme un fournisseur global capable de répondre à des commandes de solutions militaires sur terre, en mer et dans les airs. Terma a un chiffre d'affaires annuel de 2,6 Mds DKK (348,6 M€) et emploie 1 800 personnes.

La croissance au T2 2024 s'établit à +1,1%.

Selon l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistics*), le secteur pharmaceutique a contribué de manière significative à cette croissance. Les exportations ont augmenté de +3,9%, soutenues par les bonnes performances des exportations des biens (+3,6%) et des services (+4,5%). Les importations ont augmenté de +1,4 % au T2 2024, portées par l'augmentation des importations de services (+2,9%), tandis que les importations de biens sont restées stables (+0,1%). Toutefois, la consommation des ménages a chuté (-0,4%).

Le gouvernement allemand et l'entreprise ferroviaire Deutsche Bahn ont approuvé l'acquisition de DB Schenker par DSV.

La compagnie danoise a conclu un accord de rachat de son concurrent allemand pour un montant de 107 Mds DKK (14,3 Mds€) le 13 septembre dernier. Cette acquisition fera de DSV la plus grande entreprise de transport et de logistique au monde.

Le Danemark devrait atteindre ses objectifs climatiques 2025 et 2030.

Présenté fin septembre, le programme climatique 2024 décrit, secteur par secteur, la voie à suivre pour atteindre l'objectif national d'une réduction des émissions de GES de 50-54% en 2025 et 70% d'ici 2030, par rapport à 1990, avec des mesures telles que la taxe carbone pour l'industrie (qui entrera en vigueur en 2025), les appels d'offres sur le CCS et l'accroissement du déploiement du chauffage urbain.

SAS étend son réseau de lignes aériennes au départ de Copenhague.

Se concentrant davantage sur la capitale danoise, la compagnie aérienne ajoute 15 nouvelles destinations, dont 14 en Europe (parmi lesquelles Lyon, Madrid, Milan et cinq destinations dans les pays nordiques) et une aux États-Unis (Seattle). Il s'agit, selon le directeur général de SAS, Anko van der Werff, de « *l'une des décisions les plus importantes* » jamais prises par SAS. Pour mémoire, SAS a achevé sa restructuration depuis août dernier.

Finlande

L'endettement des ménages a diminué en 2023, de 132 % à 125 % du revenu disponible brut.

Ce recul s'explique par la hausse du revenu disponible des ménages de 131 Mds€ à 137 Mds€ et, dans une moindre mesure, par la baisse du stock de prêts aux ménages de 174 Mds€ à 173 Mds€. Le taux d'endettement recule pour la 2^e année consécutive, après une augmentation continue entre 2000 et 2022, de 66 % à 125 %, en raison de la hausse rapide du stock de crédits relativement à l'évolution du revenu disponible.

Le ministère des finances abaisse sa prévision de croissance du PIB pour 2024 de 0 % à -0,2 %.

L'activité devrait être soutenue pour l'essentiel par la dépense publique et par un début de reprise de la consommation des ménages, tandis que l'investissement privé et les exportations restent déprimés. La faiblesse de la conjoncture devrait porter le taux de chômage à 7,9 % (+0,7 pp par rapport à 2023), et faire reculer le taux d'emploi à 77,1 % (-0,8 pp). La prévision de croissance du ministère des finances demeure plus optimiste que celle de la Banque de Finlande, à -0,5 %. Le ministère des finances prévoit un rebond à +1,7 % en 2025, porté par la reprise de l'investissement et des exportations.

Le gouvernement présente son projet de budget 2025.

Présenté au Parlement le 23 septembre, le projet prévoit 76,6 Mds€ de recettes (+220 M€ par rapport à 2024) et 88,8 Mds€ de dépenses (+760 M€), soit un déficit de 12,1 Mds€ (+6 %). La hausse des dépenses est liée notamment aux coûts de la réforme du système de santé, à l'achat de 64 chasseurs F-35, et à un soutien accru aux municipalités pour le transfert au niveau local des services de l'emploi. Le gouvernement a également publié son projet de plan budgétaire et structurel national à moyen terme. Confrontée à une dette publique supérieure au seuil de 60 % du PIB et croissant rapidement, la Finlande envisage de demander à la Commission européenne un délai supplémentaire de 3 ans (7 ans au lieu de 4) pour inverser la trajectoire de son endettement.

Nomination d'un groupe de travail sur la croissance.

Le premier ministre Petteri Orpo a confié à Risto Murto, Président du fonds de pension *Varma*, la responsabilité d'un rapport sur le renforcement de la croissance à long terme en Finlande. Le rapport sera remis au gouvernement d'ici le 28 février 2025. Les recommandations du rapport pour stimuler la productivité et la croissance à long terme doivent permettre au gouvernement de décider de nouvelles mesures lors de son bilan à mi-mandat, au printemps prochain.

Les Etats-Unis libéralisent les exportations de biens à double usage vers la Finlande.

Les Etats-Unis ont ajouté la Finlande à la liste des pays exemptés dans le cadre de leur régime de contrôle des exportations de biens à double usage. En vigueur depuis le 6 septembre, ce régime concerne essentiellement les technologies nécessaires au développement de l'informatique quantique et à la fabrication de semi-conducteurs. La décision d'exemption fait suite à l'entrée en vigueur en Finlande, le 15 septembre, d'une loi sur le contrôle des exportations s'appliquant aux mêmes technologies.

Accord de coopération Finlande-Estonie sur la protection des infrastructures sous-marines.

Le ministre du climat et de l'énergie finlandais et son homologue estonienne ont signé le 27 septembre un protocole d'entente sur la protection et la réparation des infrastructures énergétiques sous-marines. Les deux pays sont reliés par deux lignes électriques et un gazoduc dans la mer Baltique. En octobre 2023, ce dernier a été endommagé par l'ancre d'un navire chinois et mis hors d'usage pendant six mois.

Nokia obtient un contrat de plus de 1 Md€ en Inde.

La firme finlandaise et le groupe de télécommunications *Vodafone Idea Limited* ont annoncé le 28 septembre un accord de trois ans, portant sur la modernisation des réseaux 4G et le déploiement de la 5G en Inde. Le quotidien *Helsingin Sanomat* estime la valeur du contrat, non-divulguée, à plus de 1 Md€.

Islande

Baisse du taux directeur de la Banque centrale de 0,25 point de pourcentage.

Le taux de la Banque centrale islandaise est passé à 9% depuis le 2 octobre 2024. Il s'agit de la première baisse du taux directeur islandais depuis 2020, qui avait été maintenu à 9,25% depuis le mois d'août 2023. Le comité de politique monétaire explique cette décision par le ralentissement progressif de l'inflation ainsi que par l'observation de certains signes de ralentissement économique. La situation reste marquée par beaucoup d'incertitudes, et la Banque centrale souligne que la dynamique de la demande intérieure islandaise appelle à la prudence.

L'inflation ralentit plus rapidement que prévu en septembre 2024.

L'indice des prix à la consommation islandais enregistre une baisse de 0,24 % d'un mois sur l'autre, portant l'inflation à 5,4 % en glissement annuel. Cette baisse est plus rapide que ne l'anticipait le secteur bancaire islandais, dont les projections préoyaient une inflation de 5.75 % pour septembre 2024. Cette baisse s'inscrit dans une tendance globale de baisse de l'inflation islandaise observable depuis le deuxième trimestre 2023, tendance qui devrait se poursuivre sur 2025 selon les prévisions économiques des banques islandaises.

L'Agence de notation Moody's relève la note de l'Islande de A2 à A1.

Dans un rapport publié le 20 septembre, l'agence de notation financière Moody's a relevé de A2 à A1 la notation islandaise, avec une perspective économique « stable ». L'agence justifie cette amélioration de la notation de l'Islande par l'assainissement des finances publiques du pays, l'efficacité des politiques budgétaires et monétaires mises en œuvre, ainsi que par la tendance à la baisse de l'inflation. Selon les projections de Moody's, l'économie islandaise devrait retrouver une croissance plus forte dès 2025, après une croissance atone en 2024 dans le contexte des politiques monétaires et budgétaires restrictives menées.

La dette publique islandaise a augmenté de 14% depuis le début de l'année 2024.

Selon des chiffres publiés par le journal *Morgunblaðið*, la dette du Trésor islandais se serait creusée de 169 Mds ISK (1,1 Mds €) depuis le mois de janvier 2024, soit une augmentation de 13,6 % du montant de la dette publique islandaise, laquelle représente aujourd'hui 31,3 % du PIB. Ces chiffres sont en partie imputables aux importantes dépenses engagées par l'Etat islandais afin de faire face aux conséquences des éruptions volcaniques dans la péninsule de Reykjanes.

La Banque de développement du Conseil de l'Europe accorde un financement de 75 M€ à Reykjavik Energy.

L'entreprise de distribution et de production d'eau, d'énergie et de chauffage par la géothermie *Orkuveita Reykjavíkur* a annoncé avoir reçu un financement d'un montant de 75 M€ de la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) afin de développer et renforcer les services publics assurés par l'entreprise et d'améliorer leur résistance aux menaces climatiques et aux catastrophes naturelles.

Baisse de 8% de la valeur des exportations islandaises de produits de la mer.

La valeur des exportations islandaises de produits de la mer était de 25 Mds ISK (167 M€) au mois d'août 2024, soit un niveau 8 % moins élevé qu'à la même période en 2023. Cette baisse de la valeur des pêches islandaises traduit une diminution de 31 % des volumes pêchés au mois d'août d'une année sur l'autre.

Norvège

Rapport du FMI sur l'économie norvégienne.

Le 18 septembre 2024, le FMI a publié son évaluation annuelle de l'économie norvégienne (rapport au titre de l'article IV), laquelle souligne une reprise de la croissance du PIB en 2024, à hauteur de 1,5%, contre 0,5% en 2023. L'inflation est en phase de ralentissement (+3,9%, contre 6,2% en 2023), tandis que le taux de chômage reste à un niveau faible (3,8%). La situation budgétaire, bien que très solide, s'érode légèrement avec un excédent de 16% du PIB continental (contre 22% en 2023). La dette publique demeure faible (42,7% du PIB).

Renforcement de la coopération commerciale entre l'AELE et l'ASEAN.

Le 19 septembre, l'AELE et l'ASEAN ont conclu un nouvel accord de coopération économique et commerciale. Avec un commerce total de marchandises de près de 4,8 Mds€, l'ASEAN est le cinquième partenaire commercial de la Norvège. Les exportations du royaume vers cette région sont principalement des produits de la mer, des produits d'équipements et des engrais.

Nouvel accord de coopération sur le commerce des minéraux critiques avec les Etats-Unis.

Le 30 septembre, la Norvège et les États-Unis ont signé un accord sur le commerce des minéraux critiques, lors d'une rencontre entre le Ministre des affaires étrangères Espen Barth Eide et le Secrétaire d'État Anthony Blinken. L'accord vise à faciliter l'accès aux marchés et à améliorer les conditions de travail dans les chaînes de valeur. Les deux pays s'engagent à promouvoir des normes élevées en matière de droits du travail et de protection de l'environnement dans le secteur des minéraux critiques.

Possible limitation des investissements chinois à Kirkenes.

Pour la première fois, le ministère de l'industrie et de la pêche s'est exprimé de manière explicite au sujet du projet de rachat du port de Kirkenes par la compagnie maritime chinoise, Cosco. Le gouvernement évaluera dans quelle mesure les différents segments du port sont stratégiques pour la sécurité nationale, et, le cas échéant, bloquera l'ensemble ou une partie du rachat, en vertu de l'article 10.3 de la loi sur la sécurité (*sikkerhetsloven*).

Suspension des projets norvégo-allemands sur l'hydrogène bleu.

En janvier 2023, Equinor et le groupe allemand RWE s'étaient engagés à produire de l'hydrogène bleu en Norvège et à l'exporter vers l'Allemagne via de nouvelles infrastructures sous-marines. Cependant, Equinor a fait publiquement savoir le 23 septembre que ces projets seront mis en pause, faute de financements publics et de débouchés commerciaux concrets.

Interrogations sur les câbles électriques entre la Norvège et le Danemark.

Après cinquante ans d'activité, deux des quatre câbles électriques reliant la Norvège au Danemark (Skagerak 1 et 2) deviennent obsolètes. Or, le gouvernement ne s'est pas encore exprimé sur leur avenir. L'an dernier, la coalition gouvernementale avait renoncé, sous la pression du Parti du centre (parti agraire), à développer le câble NorthConnect entre la côte ouest et l'Ecosse, ceci afin de ne pas encourager les exportations d'électricité et risquer d'augmenter le prix de l'électricité sur le marché norvégien.

Inauguration du terminal CCS Northern Lights.

Le 26 septembre, le ministre de l'énergie, Terje Aasland, a inauguré la phase 1 du terminal Northern Lights, joint-venture entre Total Energies, Equinor et Shell. Cette infrastructure, une première en Europe, vise à transporter du CO₂ liquéfié depuis des sites industriels européens vers des zones de stockage sous-marin. Northern Lights a déjà signé des contrats avec la cimenterie norvégienne de Brevik (Heidelberg), la déchèterie Hafslund Oslo Celsio, l'usine d'engrais néerlandaise de Yara et le producteur d'électricité danois Ørsted. Le site pourra, à terme, réceptionner et stocker 1,5 MtCO₂ par an.

Accord sur le financement du projet CCS de l'incinérateur d'Oslo.

Le conseil municipal d'Oslo a trouvé un terrain d'entente sur le financement du projet CCS de l'incinérateur de Klemetsrud. Après avoir été gelé pendant un an pour des raisons financières, le site bénéficiera d'une nouvelle enveloppe de 826 M€. Cet ambitieux projet doit permettre à la ville d'Oslo de réduire ses émissions de 95% d'ici 2030. Il est l'un des quatre contrats signés par *Northern Lights* pour son approvisionnement.

Nouveaux projets d'infrastructures énergétiques au Finnmark.

La direction des ressources hydrauliques et de l'énergie (NVE) a lancé une consultation publique sur le projet de construction de 11 centrales éoliennes et quatre lignes électriques dans le Finnmark. Les programmes d'étude pour chaque projet devraient être finalisés d'ici la fin du S1 2025.

Fusion des compagnies ferroviaires Vy et Flytoget.

À partir de 2028, Flytoget, qui assure la liaison par train rapide vers l'aéroport d'Oslo, deviendra une filiale de Vy, la société norvégienne des chemins de fer. Cette fusion vise à améliorer les transports publics dans la région d'Oslo. Selon le ministre des transports, Jon-Ivar Nygård, elle permettra de réduire les temps d'attente vers l'aéroport grâce à la mise en place d'un billet unique pour tous les trains.

Livraison de nouveaux patrouilleurs aux garde-côtes.

Le 20 septembre, la garde côtière norvégienne a officiellement reçu le KV Hopen, dernier des trois nouveaux navires de classe Jan Mayen, remplaçant la flotte de classe Nordkapp. Conçus par le chantier naval VARD Langsten en Roumanie, ces navires, adaptés aux conditions arctiques, ont coûté 610 M€, faisant de cette acquisition l'une des plus importantes dans le secteur maritime. Le ministère attend également cinq patrouilleurs SJØBJØRN 38, construits par Maritime Partner, pour remplacer d'ici 2026 les patrouilleurs de classe Nornen.

Désaccords entre la Norvège et l'Irlande sur la pêche au maquereau.

L'organisation des pêcheurs irlandais KFO accuse les chalutiers norvégiens de surpêcher le maquereau dans les eaux britanniques et appelle l'UE à intervenir pour protéger ces populations fragiles. Ces accusations surviennent alors que les ministres européens de la pêche se sont réunis à Bruxelles pour préparer les négociations annuelles avec la Norvège sur les quotas de pêche, prévues pour octobre.

Nouvelle stratégie du gouvernement pour le numérique.

Le 26 septembre, le gouvernement a dévoilé sa nouvelle stratégie nationale pour le numérique. Elle prévoit de développer les infrastructures de haut débit afin de garantir à tous les Norvégiens une vitesse de téléchargement d'au moins 1 Gbit/s. La stratégie vise également à accélérer la numérisation des services publics et à créer une infrastructure nationale dédiée à l'IA

pour soutenir la recherche et le développement des entreprises.

Des investissements pour les infrastructures de recherche.

Le Conseil norvégien de la recherche allouera 110 M€ à 28 projets majeurs pour renforcer l'infrastructure de recherche en Norvège et ainsi maintenir la compétitivité internationale norvégienne en matière d'innovation. Cette somme permettra de moderniser des laboratoires, des équipements et des bases de données dans divers domaines, notamment les neurosciences, la recherche pharmaceutique et l'énergie éolienne.

Présentation du projet de programme électoral du Parti travailliste.

Le 1^{er} octobre, le Parti travailliste a exposé ses principales orientations de campagne en vue de la législature 2025-2029 : hausse du pouvoir d'achat, emploi, lutte contre la criminalité, défense et consolidation de l'Etat-providence. La réalisation des objectifs climatiques de la Norvège figure parmi les priorités du parti, sans toutefois que soient interrompues la recherche, la production et l'exportation vers l'Europe d'hydrocarbures, a assuré Tonje Brenna, ministre de l'éducation, en charge de la rédaction du programme. Le Parti travailliste est également favorable à un examen du nucléaire civil comme source énergétique future en Norvège.

Suède

La banque centrale suédoise baisse son taux directeur de 0,25 point de base à 3,25%.

Cette décision de la *Riksbank* représente la troisième baisse consécutive depuis mai 2024. Deux nouvelles baisses de taux sont anticipées d'ici la fin de l'année.

Le gouvernement suédois injecte 25 milliards de SEK (2,2 Mds€) en capital à la *Riksbank*.

Les fonds propres de la banque centrale suédoise étant inférieurs au minimum fixé par la loi en 2023, le Parlement a approuvé une injection de capital, réalisée le 25 septembre, qui porte les fonds propres de la *Riksbank* à 23 milliards de couronnes (soit 2 Mds€).

Les salaires ont augmenté de 4,1% en glissement annuel.

Selon l'Institut de la médiation (MI), cette hausse est portée notamment par les salaires dans le secteur privé, lesquels ont augmenté de 4,2% sur un an en glissement annuel, contre 3,6% dans le secteur public.

Le gouvernement présente un projet de loi doté de 1 171 Mds SEK (103Mds€) pour les infrastructures de transport sur la période 2026-2037.

Le gouvernement propose de consacrer 607 Mds SEK au développement du système de transport, 354 Mds SEK à l'exploitation, l'entretien et l'investissement routier et 210 Mds SEK à l'exploitation, l'entretien et l'investissement ferroviaire. Le budget total représente 19% du PIB, soit le double du montant prévu précédemment sur la période 2018-2029.

Le Premier ministre suédois appelle à une coopération nordique dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En parallèle, le nouveau rapport du Conseil suédois de l'industrie, intitulé « *Financer les investissements pour l'avenir de la Suède* », réaffirme l'importance de l'énergie nucléaire dans le contexte d'une forte augmentation future de la demande d'électricité des entreprises industrielles. Le Conseil estime qu'il convient d'étudier la

possibilité d'un cofinancement de l'expansion de l'énergie nucléaire avec la Norvège et le Danemark, puisque les subventions des producteurs d'électricité d'un pays bénéficieraient à ses voisins. Le Premier Ministre suédois, Ulf Kristersson, s'est montré favorable à une solution nordique sur la question du nucléaire et souligne la densité et la qualité des échanges menés avec la Finlande sur ce sujet.

Volvo Cars et Polestar appellent l'UE à maintenir ses exigences sur les réductions d'émissions de CO₂.

Contrairement à d'autres constructeurs automobiles européens, les deux marques (détenues par le groupe chinois Geely) soutiennent le maintien d'objectifs stricts en matière d'émissions de CO₂ afin de promouvoir l'électrification du secteur. Le PDG de Volvo Cars souligne l'importance du maintien de l'objectif d'interdiction de la vente de voitures à essence et diesel d'ici à 2035 au regard des investissements massifs réalisés en faveur des véhicules électriques.

Northvolt annonce la suppression de 1600 emplois dans un contexte d'aggravation de ses difficultés.

Northvolt fait face depuis plusieurs mois à de graves problèmes financiers et à des difficultés de production, problèmes exacerbés par le retrait d'une commande de BMW, l'abandon d'un projet d'usine à Borlänge (Suède), des décès sur le site de Skelleftea et des plaintes environnementales. L'entreprise entend se recentrer et a annoncé la suppression de 1600 emplois sur trois sites suédois (soit 25% de la main d'œuvre en Suède). 20% des emplois à l'international seront supprimés. Les gouvernements suédois et allemands ont, à ce stade, exclu toute aide publique et appelé les actionnaires à prendre leurs responsabilités. Le gouvernement suédois a annoncé la mise en place d'un groupe de travail piloté par la Vice-Premier ministre Ebba Busch afin d'évaluer tous les soutiens possibles à Northvolt (hors soutiens financiers). Les futures décisions des principaux actionnaires, dont Volkswagen et Goldman Sachs, sont encore en suspens.

La Française des Jeux acquiert le l'opérateur suédois Kindred Group (propriétaire d'Unibet).

La Française des Jeux (FDJ) a annoncé le 3 octobre le succès de son offre publique d'achat sur Kindred, un acteur de premier plan dans le secteur des paris et jeux d'argent en ligne en Europe, la FDJ contrôlant désormais 91,8% des actions de Kindred, ce qui va permettre un retrait du titre de la cote sur le Nasdaq Stockholm. Kindred est l'un des cinq premiers acteurs des paris et jeux en ligne en Europe occidentale, présent dans sept des dix premiers marchés européens, au premier rang desquels les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la France, la Suède et la Belgique. Il propose une offre en ligne complète (paris sportifs et hippiques en ligne, poker et casino en ligne), exploitant des marques comme Unibet ou 32Red. Cette transaction de près de 2,5 milliards d'euros crée un champion européen au profil diversifié et équilibré, fondé sur des activités exercées en monopole, principalement la loterie, en France et en Irlande, et sur des activités ouvertes à la concurrence de paris sportifs et de jeux en ligne en Europe. Le nouveau groupe issu de cette offre réalisera environ 26% de son chiffre d'affaires à l'international et son offre de jeux en ligne ouverte à la concurrence représentera environ 27% de son activité. Stéphane Pallez, Présidente et directrice générale du groupe FDJ, a déclaré : *« Je suis heureuse d'annoncer aujourd'hui l'acquisition de Kindred, acteur européen de premier plan des paris et jeux d'argent en ligne en concurrence. Kindred dispose de marques fortes, d'une excellence technologique reconnue, et d'un profil de croissance et de rentabilité attractifs, qui viendront renforcer les atouts de FDJ. Les deux groupes partagent également des exigences élevées en matière de jeu responsable et un modèle d'affaires alliant performance et responsabilité. Cette acquisition crée un nouveau champion européen qui entend poursuivre sa stratégie de croissance durable et rentable au bénéfice de l'ensemble de ses parties prenantes. »*

Sanofi entre au capital de la biotech Vicore Pharma.

La biotech suédoise a annoncé que le groupe pharmaceutique français s'était engagé à souscrire des actions à hauteur de 10 MUSD dans le cadre de l'émission de droits initiée par Vicore. La biotech développe un traitement contre la fibrose pulmonaire idiopathique.

IK Partners devient actionnaire majoritaire de Biobank.

La société de capital investissement suédoise IK Partners, contrôlée à 51% par Wendel depuis quelques mois, devient actionnaire majoritaire de Biobank (50 employés avec un siège à Lieusaint, Seine-Marne), un leader dans la préparation et la distribution d'allogreffes osseuses pour la chirurgie du rachis, orthopédique, dentaire et cranio-maxillo-faciale. Biobank détient une part de marché sur son segment de plus de 50% en France. Les termes de la transaction ne sont pas divulgués.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024
Suède	6,1	2,8	-0,2	0,8	-0,3
Danemark	6,8	2,7	1,9	-1	0,6
Finlande	2,8	1,3	-1	0,3	0,3
Norvège ¹	3,9	3,0	0,5	0,3	1,4
dont PIB continental	4,5	3,8	0,7	0,2	0,1
Islande	5,1	8,9	4,1	-1	1,7

Sources : [OCDE](#), SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

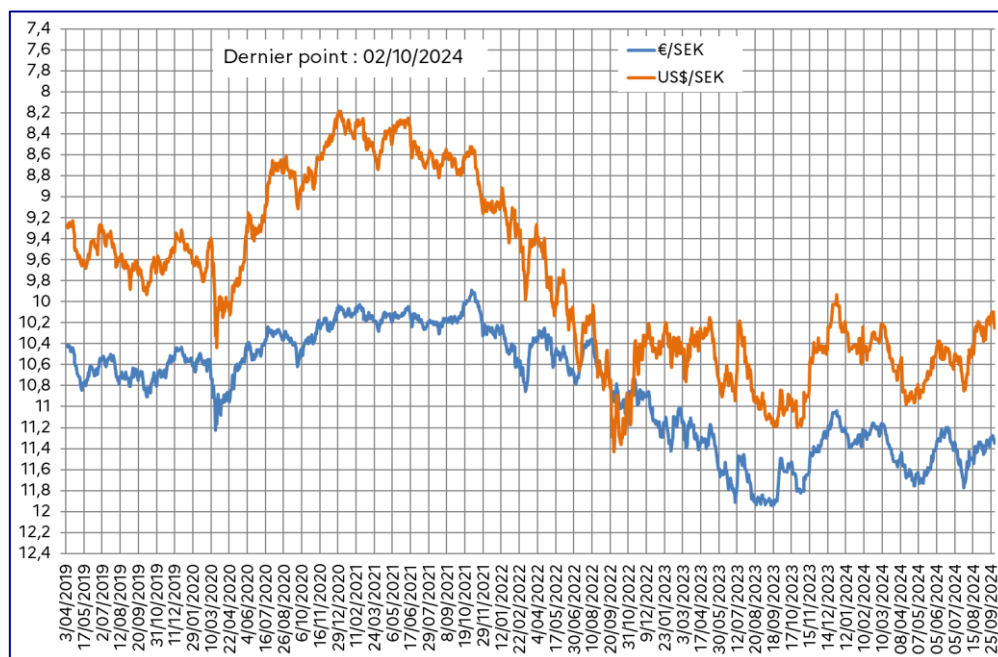
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel) :

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024
Suède	2,2	8,4	8,6	4,7	3,4
Danemark	1,9	7,7	3,3	0,9	1,6
Finlande	2,2	7,1	6,2	0,8	0,5
Norvège	3,5	5,8	5,5	4,2	3
Islande	4,4	8,3	8,8	7	5,7

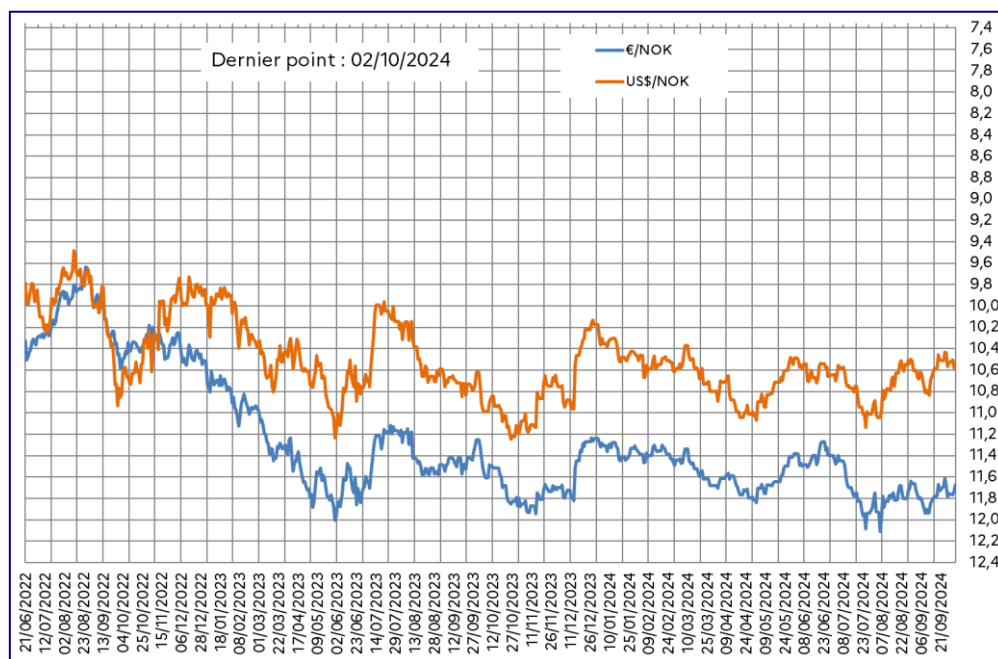
Sources : SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Valeur, A. Reynaud), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, A. Moulin), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, A. Faure) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin, A. Montoya).

Abonnez-vous : alice.faure@dgtresor.gouv.fr